

Gratuité des loyers en période du confinement !

vendredi 6 novembre 2020



COMMUNIQUE DE PRESSE

Confédération Nationale du Logement

Gratuité des loyers pour la période du confinement !

Faisons payer les ultras-riches, rétablissons l'ISF !

Depuis maintenant plusieurs mois notre pays est frappé par une crise sanitaire inédite. La pandémie dite « COVID19 » a, et aura, des conséquences économiques et sociales très importantes pour des milliers de ménages.

Lors de la première période de confinement, de très nombreux foyers ont vu leurs dépenses augmenter (nourriture, électricité, gaz, masques, gel...) alors que leurs revenus étaient en baisse (chômage partiel, baisse d'activité) voir ont totalement disparu (licenciement, travail au noir).

Cette situation a mis en difficulté de très nombreux ménages, rendant difficile le paiement des loyers et des charges. Dans certains quartiers nous avons même vu des centaines de familles faire la queue pour obtenir des denrées alimentaires car elles étaient dans l'impossibilité de se nourrir. Nous ne pouvons accepter qu'en France, 6ème puissance économique mondiale, des personnes aient à choisir entre se nourrir et se loger.

Tous les indicateurs le disent, la situation sociale et économique du pays risque d'entraîner une précarisation et une pauvreté jamais vue depuis la guerre. Les chiffres de l'INSEE annoncent entre 1 et 2 millions de pauvres supplémentaires quand les associations de solidarité alertent sur l'explosion des demandes d'aides alimentaires. Sur la période du premier confinement 1 270 000 personnes ont sollicité l'aide du Secours Populaire dans ses permanences d'accueil, dont 45 % étaient jusque-là inconnus de l'association, contre 3,3 millions sur toute l'année 2019.

Pour faire face à cette situation, et éviter que des milliers de ménages ne basculent dans une situation de pauvreté extrême, et irréversible, la Confédération Nationale du Logement demande

la gratuité des loyers pour toute la période de confinement !

L'État doit assumer ses responsabilités, et financer cette mesure de solidarité nationale pour ne pas fragiliser les bailleurs sociaux, déjà lourdement attaqués par les politiques d'Emmanuel Macron.

La CNL demande le rétablissement immédiatement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) qui coûte chaque année plus de 4 milliards d'euros aux caisses de l'État pour financer cette gratuité !

Stop aux cadeaux aux ultras-riches, oui à la solidarité nationale !

La Confédération Nationale du Logement
--

1^{er} association de défense des locataires en France,

Association agréée de consommation et d'éducation populaire,

Forte de 100 ans d'expérience, Plus de 600 représentants CNL des locataires dans les CA des organismes HLM, 4 600 associations locales réparties dans 89 fédérations départementales, Adhérente à l'IUT (International Union of Tenants).